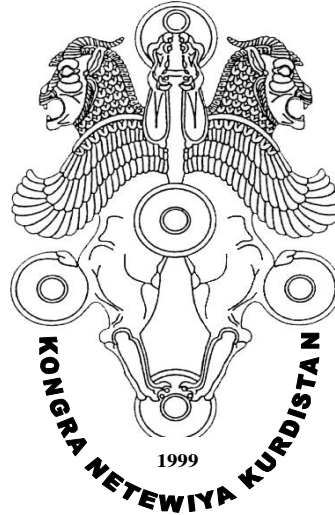


Kongreya Neteweyî ya Kurdistanê - Kurdistan National Congress

KNK



Dossier d'Information

L'intensification de la guerre contre les Kurdes détourne l'attention de la crise que traverse l'État turc

05.05.2020

Index :

- *Une crise économique profonde*
- *Répression de l'AKP-MHP et réponse contre-productive à la pandémie*
- *Utilisation du coronavirus comme arme biologique contre les Kurdes et l'opposition*
- *La relation symbiotique entre l'AKP et le MHP*
- *Une politique étrangère génératrice de conflits*
- *Mésaventures militaires néo-ottomanes sans fin en vue*
- *Les Kurdes face au COVID-19 et aux attaques militaires turques*
- *L'eau comme arme de guerre au Rojava/Syrie du Nord et de l'Est pendant la pandémie*
- *Erdoğan lutte pour sa propre survie politique en lançant une guerre au Kurdistan*
- *L'importance stratégique de Zini Werte*
- *Le Kurdistan n'est pas un instrument de puissance régionale turque ou d'hégémonie mondiale*
- *Notre appel à l'ONU, à l'Union européenne, au Conseil européen et à l'OSCE*

L'intensification de la guerre contre les Kurdes détourne l'attention de la crise que traverse l'État turc

Le président autoritaire de la Turquie Recep Tayyip Erdogan et son gouvernement AKP-MHP sont confrontés à une situation de crise de longue durée. Depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19, cette crise est devenue encore plus évidente et aussi plus aiguë. Le gouvernement est incapable de lutter contre la pandémie, de fournir des soins médicaux adéquats ou une aide économique. La stratégie autocratique de leadership d'Erdogan s'est avérée inefficace et contre-productive.

Les échecs économiques, politiques et sociaux d'Erdoğan lui ont coûté, ainsi qu'à son parti, l'AKP, les élections municipales de l'année dernière dans les plus grandes villes de Turquie: Istanbul et Ankara. La perte de ces deux villes tenues par l'AKP depuis plus d'une décennie laisse penser qu'il pourrait perdre une élection générale à venir. Les résultats des élections ont été un choc pour Erdogan, qui a compris qu'il avait perdu tout soutien des électeurs kurdes. Sa réaction a été de se venger. La question kurde, profondément liée à de nombreux conflits majeurs du Moyen-Orient, y compris ceux en Syrie et en Irak, est à nouveau au centre des préoccupations d'Erdogan, qui a choisi d'intensifier l'hostilité contre le peuple kurde pour tenter d'assurer sa propre survie et celle de l'État turc affaibli.

Une crise économique profonde

L'épidémie de coronavirus a frappé l'économie turque de plein fouet, affectant fortement le tourisme ainsi que le commerce international. Les investissements étrangers ont diminué et la monnaie turque a continué à s'affaiblir. L'inflation est galopante et incontrôlable. Selon l'Institut turc de la statistique (TurkStat), le nombre de chômeurs en Turquie a augmenté de près d'un million en 2019, atteignant un taux de chômage total de 13-14 % au cours de l'année dernière. Le nombre de personnes reportées comme étant au chômage était d'environ 4,5 millions avant la propagation du coronavirus en Turquie et dans les régions avoisinantes. Un nombre qui devrait augmenter fortement en raison de la pandémie de coronavirus. Le militarisme turc consomme l'argent public, et la stratégie de militarisme permanent, en particulier contre les Kurdes, a conduit le pays à la pauvreté et a entraîné une déstabilisation dans tous les aspects de la vie.

Répression de l'AKP-MHP et réponse contre-productive à la pandémie

De nombreux-euses militant-es reconnu-es de l'opposition, ont été condamné-es à des peines de prison. L'État turc est devenu le plus grand emprisonneur de journalistes au monde. Actuellement, environ 90 % des médias sont pro-gouvernementaux, et l'interdiction de la liberté d'expression, de pensée et de presse aggrave la colère de la société.

Les réponses du gouvernement AKP-MHP à la pandémie COVID-19 se sont principalement concentrées sur la consolidation du pouvoir et sur la poursuite de l'étouffement de l'opposition. Le gouvernement du président Erdoğan et le ministère de l'intérieur ont puni la population en empêchant les conseils et les municipalités dirigés par les partis d'opposition d'organiser des campagnes d'aide aux plus précarisés pendant la pandémie de coronavirus.

Utilisation du coronavirus comme arme biologique contre les Kurdes et l'opposition

L'État turc continue également à faire des efforts pour tuer les prisonniers kurdes et de l'opposition en propageant le COVID-19. Le 13 avril, le Parlement turc a adopté une loi qui devrait permettre la libération anticipée de jusqu'à 90 000 criminels, y compris des violeurs, des chefs de la mafia, des abuseurs d'enfants ainsi que d'autres criminels en raison de la pandémie de coronavirus. Les leaders du mouvement kurde, avocats, journalistes, défenseurs des droits humains, politiciens et activistes kurdes qui s'opposent au gouvernement de l'AKP-MHP ont été exclus de cet ordre de libération.

COVID-19 se propage à un rythme alarmant dans toute la Turquie, et la vie de milliers de prisonniers politiques est sérieusement menacée. L'État turc a ignoré l'appel lancé le 25 mars par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, demandant aux

gouvernements de réduire le nombre de personnes détenues et de libérer toutes les personnes détenues sans base juridique suffisante, y compris les prisonniers politiques ainsi que les autres personnes détenues pour avoir exprimé des opinions critiques ou dissidentes. Le 29 avril, le ministre turc de la justice Abdulhamit Gul a déclaré que 120 prisonniers dans quatre prisons étaient infectés par le COVID-19, mais le nombre réel de personnes infectées est inconnu. En outre, les autorités ont utilisé la pandémie comme excuse pour empêcher toute communication avec les prisonniers-ères.

La relation symbiotique entre l'AKP et la MHP

L'AKP d'Erdogan est confronté à des défis sans précédent. Comme l'ont montré les élections locales de l'année dernière, les Kurdes font désormais pencher la balance politique, ce qui remet en cause la mainmise de l'AKP sur le pouvoir. Le népotisme et la corruption de la famille Erdogan ont porté atteinte à l'image de ce dernier et ont suscité la méfiance tant au sein de son propre parti que, plus généralement, parmi le public. Deux nouveaux partis ont récemment été fondés par d'anciens membres fondateurs de l'AKP, qui occupaient tous deux des postes importants au sein du gouvernement.

Ainsi, Erdogan et l'AKP sont de plus en plus dépendants du MHP, parti ultra-nationaliste et raciste lié au groupe paramilitaire des Loups Gris qui a tué des milliers de Kurdes et d'autres personnes perçues comme étant opposées aux objectifs de l'État turc au cours des dernières décennies. Même si l'AKP se scinde, l'alliance d'Erdogan avec le MHP reste forte. Par ailleurs, Erdogan continue à utiliser la détention massive pour empêcher tout groupe d'opposition de s'organiser.

Une politique étrangère génératrice de conflits

La stratégie néo-Ottomane d'Erdogan a été développée pour échapper à la crise d'État par des actes d'agression et d'occupation militaires au Moyen-Orient. L'armée turque est à présent engagée dans des guerres dans des pays comme la Syrie, l'Irak et la Libye. En conséquence, l'armée turque est maintenant impliquée dans des conflits majeurs avec toute la région et est en désaccord avec les puissances mondiales et régionales.

L'État turc estime qu'en adoptant une politique de rapprochement entre les deux acteurs mondiaux influents dans la région, la Russie et les États-Unis, il peut obtenir un soutien pour ses politiques d'occupation. Bien qu'il soit membre de l'OTAN, l'État turc a acheté des systèmes de défense S-400 à la Russie, en violation directe de la politique de l'OTAN. En utilisant des tactiques comme celle-ci pour obtenir une influence régionale, Erdogan a fait de la Turquie un pion régional et mondial. L'État turc a perdu la confiance des États-Unis, de la Russie et des grandes puissances du monde arabe. Alors que l'État et l'armée turque coopèrent désormais avec la Russie en Syrie, en particulier à Idlib, ils restent à la merci de la Russie. En Libye, les forces turques et russes s'opposent dans une sanglante guerre par procuration.

L'utilisation par Erdogan de réfugiés pour exercer des pressions politiques et diplomatiques contre l'UE a porté atteinte aux liens de la Turquie avec l'Europe. Face à une crise grave, Erdogan n'a pas peur d'exploiter des personnes sans défense, et son utilisation cynique de l'importante et vulnérable population de réfugiés syriens en Turquie, tout comme son agression militaire contre les Kurdes, en est une démonstration claire.

Des mésaventures militaires néo-ottomanes sans fin en vue

La stratégie d'expansion néo-ottomane d'Erdogan traverse actuellement une crise très profonde. L'armée turque n'a pu obtenir aucun succès militaire dans le Nord et l'Est de la Syrie, à Idlib ou en Libye. Les conflits internes entre les combattants mercenaires djihadistes soutenus par l'armée turque dans les territoires occupés par la Turquie dans le nord de la Syrie donnent souvent lieu à des affrontements sanglants. Récemment, le 28 avril, ils ont conduit à un bain de sang à Afrin lorsqu'une bombe a tué au moins 46 personnes et en a blessé plus de cinquante autres, dont des civils.

Dans la province d'Idlib, en Syrie, les tensions s'intensifient entre les forces djihadistes soutenues par l'armée turque et d'autres groupes tels que Hayat Tahrir Al-Sham (HTS), une puissante ramification d'Al-Qaïda qui a une forte présence dans la zone occupée par la Turquie. L'occupation d'Idlib par la Turquie, qui implique des milliers de soldats turcs, est également devenue une impasse sans aucune résolution en vue, générant de sérieux coûts financiers.

Les Kurdes face au COVID-19 et aux attaques militaires turques

Au coeur de la lutte mondiale contre la pandémie mortelle de coronavirus, les Kurdes doivent également se protéger contre les attaques militaires turques. Malgré l'appel au cessez-le-feu mondial lancé le 23 mars par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, l'État turc voit clairement dans la pandémie de COVID-19 une occasion d'intensifier sa politique de guerre. Le 3 avril, le secrétaire général a réitéré son appel à un cessez-le-feu mondial immédiat afin de faciliter l'acheminement de l'aide vitale et d'apporter de l'espoir aux personnes se trouvant dans des zones de conflit.

Alors que les Kurdes de la région autonome du Nord et de l'Est de la Syrie ont accepté de répondre à l'appel des Nations unies, le 28 avril, l'armée turque a pris pour cible le canton de Kobane. Les attaques se sont poursuivies dans la région de Shehba, où des bombardements intenses ont visé plus de 200 000 personnes déplacées originaires d'Afrin causant de graves dommages. La Russie et les États-Unis, tous deux membres du Conseil de sécurité des Nations unies et ayant conclu des accords directs avec l'État et l'armée turque concernant leur présence et leurs actions dans le Nord et l'Est de la Syrie, sont restés silencieux face à l'agression militaire turque.

Le 15 avril, des drones armés turcs ont attaqué le camp de réfugiés de Maxmur dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak), tuant trois jeunes femmes. Le camp de Maxmur, fondé en 1998 par des Kurdes contraints de quitter leurs villages du nord du Kurdistan (est de la Turquie) dans les années 1990 en raison de la répression de l'État turc et de la brutale agression militaire turque, abrite environ 13 000 personnes. Le camp est officiellement sous la protection et le contrôle du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. Ni l'ONU ni le gouvernement irakien n'ont rempli leurs responsabilités légales de protéger les habitant-es du camp. Cette absence de réaction est considéré par l'État turc comme une autorisation pour continuer leur attaques contre des civils. L'État turc tente d'influencer l'opinion publique pour légitimer son occupation de certaines parties de la Syrie. Peu avant l'attaque du 28 avril du canton d'Afrin occupé par la Turquie, des drones de combat turcs ont attaqué un des postes de contrôle de sécurité à Kobane. Le même jour, des avions de guerre turcs ont également attaqué la région de Xakurke, dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak), tuant deux jeunes hommes originaires de la ville de Shino, dans l'est du Kurdistan (Iran).

L'eau comme arme de guerre au Rojava/Syrie du Nord et de l'Est pendant la pandémie mondiale

L'armée turque ainsi que les forces djihadistes qu'elle soutiennent ont pris le contrôle de la station d'eau d'Allouk lors de leur invasion de la Syrie du Nord et de l'Est en octobre 2019. La station d'eau d'Allouk, près de la ville de Serekaniye (Ras al-Ayn), fournit de l'eau à environ 460 000 personnes dans le gouvernorat d'al-Hasakah, y compris trois camps de personnes déplacées. L'État turc a interrompu le pompage de l'eau à plusieurs reprises depuis le début de l'année.

Human Rights Watch (HRW) a appelé les autorités turques à faire immédiatement tout leur possible pour reprendre l'approvisionnement en eau par la station de pompage d'Allouk, déclarant que l'incapacité des autorités turques à assurer un approvisionnement en eau adéquat dans les zones tenues par les Kurdes dans le nord et l'est de la Syrie compromet la capacité des agences humanitaires à aider et à protéger les communautés vulnérables pendant la crise COVID-19. Michael Page, directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch, a déclaré : "Au milieu d'une pandémie mondiale qui surcharge les systèmes sophistiqués de gouvernance et d'infrastructure, les autorités turques ont coupé l'approvisionnement en eau des régions les plus touchées de la Syrie".

Garantir que la population puisse bénéficier d'une eau propre, disponible, acceptable, accessible et abordable, ainsi que d'installations sanitaires, est un droit humain. Le blocage par l'État turc du débit de

la station d'eau d'Allouk, un acte hostile et inhumain qui laisse des centaines de milliers de personnes sans accès à l'eau potable, constitue un crime de guerre et aggravera énormément l'impact du coronavirus dans la région.

Erdogan se bat pour sa propre survie politique en lançant une guerre au Kurdistan

Suite au silence de l'ONU, des États-Unis, de l'UE et du Conseil de l'Europe (CE) concernant l'agression militaire turque à Maxmur, Shengal (Sinjar), Kobane, Afrin et Shehba au cours des dernières années, l'État turc a commencé à mener une campagne militaire plus large pour attaquer et occuper la région de Qendil (Kandil) au sud du Kurdistan (nord de l'Irak). Bien que l'espace aérien de cette région soit sous le contrôle du gouvernement irakien et des États-Unis, tous deux ont gardé le silence sur les incursions turques répétées. La crise politique et gouvernementale en Irak est exploitée par Erdogan, et la politique américaine visant à assurer que la Turquie reste membre de l'OTAN au Moyen-Orient lui a donné une couverture pour poursuivre ses objectifs. L'État turc se prépare maintenant à lancer une offensive militaire majeure en faisant pression sur les forces politiques kurdes dans la région de Zini Werte, près des montagnes de Qendil, dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak), en appliquant la tactique coloniale classique du "diviser pour régner". En utilisant les forces kurdes comme des intermédiaires l'État turc pense qu'il peut inciter les Kurdes à se dresser les uns contre les autres, et ainsi affaiblir et déstabiliser les institutions politiques kurdes, et occuper plus de terres kurdes. A l'heure actuelle, on estime à 25 le nombre de bases militaires turques situées dans la région du Kurdistan d'Irak.

Depuis sa fondation, le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) d'Irak, en tant qu'entité gouvernementale kurde reconnue constitutionnellement et internationalement, a été une épine dans le pied de l'État turc. Erdogan considère toute déstabilisation de la région du Kurdistan d'Irak et tout affaiblissement de son gouvernement régional comme une victoire. Cependant, de nombreux partis politiques et groupes de la société civile kurdes ont déclaré qu'ils ne laisseraient aucun conflit inter-kurdes éclater, les ambitions de l'État turc étant bien comprises de tous.

L'importance stratégique de Zini Werte

La région de Zini Werte est située à 40-50 kilomètres de la frontière iranienne et à environ 35 kilomètres de la ville de Ranya. La région représente le front occidental des montagnes du Qendil et est une zone d'importance militaire stratégique. De Zini Werte, la région de Zergele à Qendil peut être facilement contrôlée. Par ailleurs de Zini Werte à travers la région de Choman dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak), on peut atteindre la ville kurde historique de Mahabad en Iran.

Cette région est connue comme zone de guérilla du PKK depuis des décennies. Alors que l'État turc utilise la présence du PKK dans la région comme prétexte pour une agression militaire, la vérité est que l'État turc cherche à déstabiliser et à contrôler cette région pour écraser les aspirations du peuple kurde dans toutes les parties du Kurdistan. En outre, l'occupation potentielle de Qendil, l'objectif ultime d'une attaque contre Zini Werte, n'est pas seulement un problème pour le PKK ou les Kurdes - elle a des ramifications bien plus étendues et dangereuses pour la région.

Il est clair que l'État turc fait tout son possible pour assurer sa propre survie, quel que soit le coût potentiel en vies humaines. La question la plus importante ici est de savoir pourquoi les États-Unis et l'OTAN restent silencieux alors que leur allié viole le droit international et provoque davantage de conflits dans la région. Cela pose la question de savoir si oui ou non les États-Unis et l'OTAN ont donné à l'État turc le feu vert pour poursuivre une telle agression, malgré les conséquences désastreuses de celle-ci.

Le Kurdistan n'est pas un instrument de la puissance régionale turque ou de l'hégémonie mondiale

Alors que de nombreux cercles prétendent que la question de Zini Werte est un conflit politique interne kurde, la vérité est bien différente. Il s'agit plutôt d'un des nombreux conflits qui pourraient provoquer

une plus grande instabilité dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak) et créer un vide de pouvoir que l'État turc et ses alliés djihadistes ou les forces ré-émergentes de Daech chercheront à combler.

Les tensions entre les États-Unis et l'Iran ont atteint un nouveau sommet avec l'assassinat de Qasem Soleimani, le puissant commandant de la force iranienne du Quds, le 3 janvier. En réponse à cette frappe, l'Iran a attaqué les bases militaires américaines en Irak, et les États-Unis se sont ensuite retirés de certaines positions dans le pays, déplaçant certains militaires d'autres régions du pays vers la région du Kurdistan d'Irak.

Alors que l'armée turque s'apprête à élargir son occupation du sud du Kurdistan (nord de l'Irak) et que Daech exploite le chaos dans les zones contestées de l'Irak près de la Région du Kurdistan d'Irak pour se regrouper, il existe également une sérieuse possibilité que les forces États-Uniennes basées dans la région et les forces militaires iraniennes et ses milices associées s'affrontent dans la région. L'impasse actuelle à Zini Warte est l'un des nombreux conflits qui pourraient facilement s'intensifier, provoquant des effusions de sang dans la région relativement stable du sud du Kurdistan et au-delà si les États-Unis et l'OTAN accordent à l'armée turque la liberté d'action. La défense contre l'agression militaire turque à Zini Warte et la prévention d'une invasion de Qendil et d'une occupation militaire turque élargie des terres kurdes n'est pas seulement une affaire interne kurde. Toute agression apparemment localisée, comme ces actions près de Qendil, fera place à une crise régionale et mondiale plus large, et l'ambition de l'État turc d'attaquer et d'occuper des zones en dehors des frontières de la Turquie ne se limite certainement pas à cette zone.

De ce point de vue, il est nécessaire de comprendre que les provocations militaires turques à Zini Warte vont exacerber les crises actuelles dans la région. Les Kurdes ont annoncé qu'ils étaient prêts à trouver une solution démocratique. La résolution du problème kurde par la démocratie en Turquie aurait un impact positif sur l'ensemble de la région. La question kurde, avec tous ses aspects nationaux, régionaux et mondiaux, peut jouer un rôle vital dans la promotion de la paix, et une action urgente contre l'agression turque actuelle à Zini Warte et autour de Qendil contribuera à une paix plus large.

Notre appel aux Nations unies, à l'Union européenne, au Conseil européen et à l'OSCE

1. Nous appelons à la mise en œuvre des récents appels des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial (multilatéral). Pour obtenir des résultats tangibles sur le terrain, le gouvernement turc doit répondre positivement aux cessez-le-feu unilatéraux observés par les forces d'opposition et les transformer en cessez-le-feu bilatéraux ou, au minimum, en cessez-le-feu unilatéral réciproque.
2. Nous demandons la fin de l'escalade militaire et de l'ouverture de nouveaux fronts militaires ainsi que la démilitarisation et la sécurisation des actions humanitaires en cette période de crise sanitaire mondiale et de besoins humanitaires intenses.
3. Nous demandons la mise en œuvre du récent appel des Nations unies en faveur de la libération de tous les prisonniers et les prisonnières politiques.
4. Nous appelons à un soutien mondial à l'opposition démocratique en Turquie contre le régime autoritaire du président Erdogan
5. Nous demandons que des sanctions diplomatiques, politiques, économiques et juridiques soient prises à l'encontre du gouvernement turc pour avoir violé le droit international et les conventions relatives aux droits humains, pour avoir poursuivi une politique d'agression militaire visant à déstabiliser le Moyen